

Mais depuis quand est-il besoin de préciser que l'anarchisme est révolutionnaire ?

Eh bien, depuis que l'idée de révolution a quasiment été enterrée avec le « communisme » de l'URSS, dans les années 1990, par la propagande « libérale » et le courant postmoderne. Pour éviter un nouveau totalitarisme, il fallait désormais promouvoir le « consensus social » et améliorer l'ordre existant plutôt que chercher à le détruire.

La charge a été si forte que les militant-e-s révolutionnaires n'ont plus guère osé proposer, ensuite, une alternative au système capitaliste et patriarcal. Les anarchistes et l'extrême gauche ont ainsi été peu à peu amalgamés à la « famille de gauche ».

Mais intégrer cette famille, ou plutôt ne pas s'en démarquer plus clairement, a constitué un très mauvais choix :

D'une part, cela a contribué à conserver une image « progressiste » à la gauche, alors qu'elle se différencie de la droite pour l'essentiel en mettant l'accent sur les sujets « sociétaux » et qu'elle est discréditée dans les classes populaires.

D'autre part, cela a desservi l'idée de révolution elle-même en la faisant paraître encore plus inadaptée aux sociétés modernes « apaisées ».

Alors que les inégalités sociales ne cessent de se creuser, il est largement temps pour les anarchistes de quitter les marais réformistes en réaffirmant la nécessité d'une révolution sociale !

vanina

**SORTONS
DES MARAIS RÉFORMISTES !**

Lisez *Courant alternatif*,
le mensuel édité par l'Organisation communiste libertaire,
en vous abonnant à :
c/o Egregore, BP 81213, 51058 Reims cedex.
Pour plus d'informations, voir le site oclibertaire.lautre.net

courant
★
alternatif

L'autonomie est plus difficile à maintenir que l'autorité. L'Histoire témoigne de l'effort qu'elle requiert, alors qu'il est si facile de commander et se laisser commander... Et puis, par les temps qui courent, une copieuse dose d'optimisme et de volontarisme s'avère nécessaire pour continuer de vouloir avancer dans le sens d'une société libertaire – *L'An 01* est d'un autre siècle, hein.

L'effort en vaut pourtant la peine. Alors, en conclusion, ébauchons une liste des réflexions à produire ensemble, si le cœur vous en dit, sur des questions primordiales :

- Comment resserrer les liens entre les classes populaires et les « classes moyennes inférieures » ? Leurs intérêts ne sont pas forcément très divergents, mais la position sociale de leurs membres nuit souvent à la solidarité. On peut avoir honte de ses origines après avoir grimpé des échelons, ou avoir honte d'appartenir encore au prolétariat ; on peut mépriser les arrivistes qui ont grimpé des échelons, ou leur en vouloir par dépit de n'avoir pas agi de même... N'empêche, l'union fait toujours la force.

- Comment contribuer à ce que les prolétaires des divers secteurs et zones économiques, des villes et des champs, des usines et des bureaux, etc., se fédèrent sur des bases internationalistes partout dans le monde ?

- Est-ce que, dans une société où l'argent existe encore, un égoutier ne devrait pas être mieux rétribué qu'un manager ou un publicitaire – des métiers inutiles socialement ? Et le travail manuel mieux que le travail intellectuel, étant donné la fatigue physique qu'il occasionne ? Pourquoi les personnes qui ont eu les moyens matériels d'apprendre et de pratiquer l'activité de leur choix devraient-elles, au prétexte des études qu'elles ont suivies, gagner davantage que d'autres n'ayant pas eu cette chance ? Et, dans une société anarchiste, comment devraient être gérés les boulots que personne n'a envie d'exécuter parce qu'ils sont difficiles ou répugnants ? Ou encore les tâches ménagères, si peu prisées par les hommes qu'ils les « confient » volontiers aux femmes ? Recourir au critère de l'utilité sociale permettra en tout cas d'éliminer facilement des métiers aussi nocifs que ceux du nucléaire et de l'armement.

- Comment, dans une société en voie d'abolir l'argent, dissocier dans les esprits la détention d'un savoir de sa rémunération, ou encore de sa place dans la hiérarchie sociale ? On peut à juste titre tirer satisfaction ou fierté d'un savoir-faire ou de connaissances, mais pourquoi ceux-ci devraient-ils s'accompagner d'une position sociale dominante ou avoir une valeur monétaire ? Dans un secteur comme celui de la santé, les diverses professions forment une chaîne qui n'a pas à être hiérarchisée, dans la mesure où toutes les tâches sont nécessaires et où nul ne peut mener à bien la sienne sans la collaboration des autres – le/la chirurgien-ne a besoin de l'infirmier-ère ou de l'aide-soignant-e, et inversement. Dans une société libertaire, le plus important sera l'enrichissement de l'esprit et le plaisir apportés par les divers savoirs, et le travail salarié aura cédé la place à une ou des activités désirables et désirées...

A la vérité, toutes ces questions ont été débattues jusqu'aux années 1980 – où elles ont sombré dans les marais réformistes. Si nous devons un jour en rediscuter dans l'urgence, ainsi que de bien d'autres, cela signifiera que nous avons entrepris notre désenlisement révolutionnaire... et ce sera une sacrée bonne nouvelle ! ■

Unissons-nous, prolétaires de tous les pays, pour la révolution sociale

Après les années 1970, on a assisté à une formidable régression en matière d'imaginaire social :

- la recherche d'une contre-société libérée des pouvoirs politiques et économiques ou du consumérisme a été délaissée ;
- le sécuritaire a été largement accepté, comme la soumission aux institutions nationales et supranationales ou à la loi du marché ;
- la bureaucratie, qu'elle soit syndicale ou étatique, n'a plus été critiquée, etc.

Néanmoins, le désir d'un autre fonctionnement social n'a pas totalement disparu, on a pu le constater avec le mouvement des gilets jaunes : non seulement celui-ci a promu une démocratie directe, en rejetant tout représentant et en prenant ses décisions en assemblée générale, mais ces pratiques ont été bien accueillies dans les classes populaires ou « moyennes inférieures ».

Les trois principes de l'organisation sociale recherchée par les anarchistes depuis la fin du XIX^e siècle – l'auto-organisation, l'action directe et le fédéralisme – demeurent donc d'actualité, même si d'autres termes sont souvent employés pour définir les pratiques qu'ils recouvrent.

Le fédéralisme des anarchistes s'oppose à la centralisation, et veut remplacer le système représentatif, que ce soit à l'échelle d'un mouvement, d'un pays ou du monde, en associant l'autonomie individuelle à la solidarité. Des communautés ou des communes se fédèrent entre elles (une « association libre des producteurs libres », selon les mots de Bakounine) et s'autogèrent par le biais d'assemblées générales. Dans cette organisation sociale par le bas, chacun-e travaille selon ses capacités et consomme selon ses besoins ; des délégué-e-s peuvent être désignés, mais sur des mandats précis, et ils sont révocables à tout moment ; les biens et services sont gérés collectivement, et la société entière de même : tous les centres de pouvoir (directions des entreprises, des partis politiques, des syndicats ou des Etats...) disparaissent pendant que tous les membres de la collectivité prennent leurs affaires en main.

Les anarchistes ont, dès la constitution de la I^{re} Internationale, proposé de structurer le mouvement ouvrier sur des bases fédéralistes, et non centralistes comme le voulaient les marxistes. La dispute entre leurs deux courants concernait donc autant le projet social (l'émancipation du prolétariat passant pour les premiers par l'abolition du pouvoir politique, et pour les seconds par la conquête de ce pouvoir) que le fonctionnement de l'Internationale (les anarchistes voulant l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières, « première condition de l'émancipation des travailleurs »).

Si présentement il est fort peu question d'élaborer une société sur des bases fédératives, la « coordination » des luttes locales est recherchée (ou leur « mise en réseaux »). C'est heureux, car il est indispensable de tisser des relations entre ces luttes pour accroître leur rapport de force. Il faut cependant, et bien sûr, veiller toujours à ce que la structure mise en place ne serve pas d'outil à quelque comité invisible pour faire passer ses priorités organisationnelles.

Au XIX^e siècle, le mouvement ouvrier international comptait que le système capitaliste serait détruit par les luttes des prolétaires uni-e-s contre les bourgeoisies nationales. Mais, au début du XX^e, les trois principaux courants politiques qui le composaient ont opté pour des orientations fondamentalement différentes. En France comme dans d'autres pays, socialistes et communistes se sont structurés en partis désireux d'accéder à la tête de l'Etat par une démarche électoraliste et cherchant à modifier l'ordre établi par des réformes, pendant que les anarchistes continuaient de rejeter cette démarche et de promouvoir la révolution sociale.

Au fil des décennies, la référence au mouvement ouvrier s'est estompée, et la gauche a été présentée comme le « camp du changement ». Le terme « gauche » ne peut être une référence que pour la bourgeoisie républicaine, étant donné qu'il désigne les groupes politiques occupant ce côté de l'hémicycle à l'Assemblée nationale (1)... et pourtant, aujourd'hui, même des anarchistes, souvent appelé-e-s « libertaires », lui sont associé-e-s (2) ou s'en revendiquent plus ou moins.

Comment en est-on arrivé là ?

Après Mai 68 encore, nombre d'anarchistes refusaient d'être amalgamés à la gauche – et même à l'extrême gauche –, par désaccord persistant sur le rôle de l'Etat et des partis politiques, ainsi que sur la participation aux élections. La division droite-gauche était à leurs yeux une mystification au service de l'opportunisme politicien – d'où par exemple le slogan « Blancs bonnets, bonnets blancs » que mettait en avant telle ou telle publication anarchiste avant chaque scrutin pour inciter à l'abstention.

La victoire de Mitterrand en 1981 a néanmoins satisfait brièvement une partie des anarchistes, comme s'ils avaient déjà le sentiment d'appartenir à la « famille » de gauche, alors que s'épuisaient les mobilisations sociales des années 1970. Mais c'est surtout l'effondrement du bloc de l'Est (1989-1991) qui a confiné le champ des possibles pour les sociétés modernes à l'échiquier politique de la démocratie représentative. La propagande du « libéralisme » triomphant a proclamé dans le monde entier que le « communisme » avait failli, et le courant postmoderne a incité à abandonner toute idée de révolution pour éviter un nouveau totalitarisme. Mieux valait améliorer ces

1. A ce titre, l'expression « syndicats de gauche » est doublement curieuse, parce qu'elle est antinomique et parce que les centrales syndicales se déclarent indépendantes.

2. Ceux qui recourent à la violence sont plutôt étiquetés « ultragauche » : on les range couramment en dehors du système institutionnel tout en les rattachant à lui par le biais de la gauche.

sociétés, notamment en traquant les discriminations, que viser la disparition de la hiérarchie sociale.

Dans le même temps ont sévi partout des politiques néolibérales – portées en France notamment par un Parti socialiste maintenant plus guère dissociable de la droite. La désaffection des classes populaires à son égard lui a valu des scores de plus en plus squelettiques (3) sans qu’il perde une certaine image « de gauche »... en grande partie parce qu’à l’approche des présidentielles il joue la carte de l’antifascisme. La montée de l’extrême droite française a été favorisée par le Président « socialiste » Mitterrand – désireux d’être réélu en 1988, il a aidé le petit Front national à grossir afin d’affaiblir la droite en la divisant –, mais ce « détail » a été placé sous l’éteignoir, il doit y avoir prescription.

Au cours des deux dernières décennies, l’explosion des abstentions et la présence des Le Pen père et fille au second tour de trois présidentielles ont ainsi incité la gauche et l’extrême gauche à mener d’actives campagnes pour « sauver la démocratie du fascisme » – et on a vu des anarchistes mettre de côté leurs rêves de démocratie directe pour aller voter ou même pour appeler à le faire (4). Il existe actuellement une telle perte des repères politiques qu’Emmanuel Macron a bénéficié par deux fois de ce « sursaut antifasciste » (quoique celui-ci fonctionne de moins en moins bien), et que l’espoir d’un changement ne passe plus, comme précédemment, par la promesse d’un « troisième tour social » : il s’est réduit à l’hypothèse d’un Jean-Luc Mélenchon Premier ministre.

« Méluche », encarté au PS pendant plus de trois décennies, a été ministre (de 2000 à 2002) dans le gouvernement Jospin sous la présidence de Chirac, mais cet autre « détail » a également été mis sous l’éteignoir. La NUPES (Nouvelle union populaire écologique et sociale) a réuni les trois principales formations de la « gauche plurielle » sous la houlette de La France insoumise : « Changer la vie » (le slogan de la campagne mitterrandienne en 1981) est à coup sûr pour demain...

La rupture avec l’ordre établi continue pourtant de s’imposer, d’autant que la pandémie a renforcé les clivages de classe et la désespérance sociale. Bloc bourgeois/bloc populaire, élites/peuple, riches/pauvres... : la fameuse « société consensuelle » dont avait prétendument accouché le « libéralisme » n’en finit pas d’être décrite comme marquée par des inégalités sociales de plus en plus profondes. C’est un « extrême centre » allant de la droite à la gauche qui défend maintenant les intérêts de la bourgeoisie, tandis que les prolétaires protestent contre sa politique par un vote à l’extrême droite ou à l’extrême gauche... et surtout par l’abstention.

Si les idéologies réactionnaires, qui ont le vent en poupe, sont évidemment toujours à combattre, on ne peut leur préférer le néolibéralisme même quand il est peint aux couleurs de la gauche (5). Au vu de son passif, il y a au contraire urgence à se démarquer de cette gauche – qu’elle soit tendance « caviar », « quinoa » ou « barbeuq », comme

dans la société existante. La « lutte contre les violences faites aux femmes », portée tout à la fois par les médias et par les milieux militants féministes et « de gauche », est ainsi récupérable et récupérée par les élus de toutes tendances. Macron se prévalant du féminisme, l’Etat français met en place quelques dispositifs censés y « remédier »... Mais en finir avec la domination masculine implique toujours que soient détruites les structures sociales édifiées par le système capitaliste et patriarcal – un objectif qu’aucun élu ne peut reprendre à son compte.

Les féministes « lutte de classe » qui, dans les années 1970, militaient à la fois contre cette domination et contre l’exploitation capitaliste se situaient dans une démarche révolutionnaire. En traquant les oppressions ou les discriminations pour favoriser une meilleure intégration dans la société existante des personnes qui les subissent et en ayant un positionnement interclassiste, les féministes intersectionnelles sont dans une démarche réformiste. Or, si le réformisme a son utilité pour améliorer le quotidien (que ce soit par une augmentation de salaire ou par de nouveaux lieux accueillant les femmes battues), ce n’est qu’un pis-aller – bon à prendre, mais ne réglant rien sur le fond.

De même, les luttes contre l’aménagement du territoire sont interclassistes puisqu’elles agrègent des milieux très différents : jeunes révolté-e-s, paysan-ne-s, habitant-e-s, gilets jaunes, militants écolos, syndicalistes paysans... ou bon-ne-s bourgeois-e-s mus par des préoccupations égoïstes (le réflexe « Not in my backyard » face à quelque projet de parc éolien ou usine à cochons susceptible d’entraîner une dépréciation de leur patrimoine). Il y a cependant dans ces luttes un fondement de classe – particulièrement visible dans l’antagonisme entre petits paysans et gros exploitants concernant la construction de mégabassines –, et elles naissent souvent en réaction à la logique capitaliste d’accaparement des richesses naturelles et de dégradation environnementale.

Dans le Vaucluse, le collectif « Terres vives Pertuis » a par exemple organisé de multiples actions pour empêcher l’extension de la zone d’activité économique au détriment de terres agricoles que prévoyait à Pertuis le plan local d’urbanisme de 2016. Au cours de la journée « Plus de patates, moins de béton », en 2019, près de 600 personnes ont semé des pommes de terre sur des parcelles prêtées par leurs propriétaires, et la récolte a été donnée à des réseaux de solidarité de Marseille et Briançon en faveur des migrant-e-s. Quand la mairie a annoncé, en 2021, que des maisons rachetées par elle pour l’extension de la ZAE allaient bientôt être démolies, plusieurs dizaines de personnes ont décidé d’en occuper une afin d’en faire un lieu de résistance, et la ZAP (« zone à patates »... et à protéger) créée a adhéré aux Soulèvements de la Terre.

Cette coordination, née l’an dernier et se disant ouvertement anticapitaliste, s’est placée d’entrée dans une autre dimension que la dynamique « ZAD partout » en se donnant comme finalité, d’une part, de faire émerger une « force politique non institutionnelle » pour construire un réseau de luttes locales contre les ravages de l’agro-industrie sur l’environnement, la qualité de la nourriture et des conditions de travail ; d’autre part, d’impulser un mouvement de résistance et de redistribution foncière à plus grande échelle.

3. 1,75 % des voix au premier tour de la dernière présidentielle.

4. Lire l’« Adresse aux militant-e-s d’extrême gauche et aux libertaires... » dans *Courant alternatif* n° 321, juin 2022, ou sur oclibertaire.lautre.net.

5. Ou juste à celles de la « modernité », en ce qui concerne un Macron banquier d’affaires et adhérent du PS (2006-2009) le temps d’en faire un tremplin vers l’Elysée.

pratiquent le même passage à la trappe de cette réalité, à commencer par les Etats-Unis (21).

En se focalisant sur les suffrages exprimés, les commentateurs nous expliquent que trois blocs – « centre », extrême gauche, extrême droite – composent la vie politique française, et qu'ils sont à peu près de niveau égal puisque, toujours au premier tour de cette présidentielle, ils ont recueilli au total plus de 80 % des suffrages. Mais le quatrième bloc, celui des abstentionnistes, a « fait » plus que Macron et Le Pen réunis. Les unions nationale ou populaire ou patriotique dont se targuent respectivement Macron, Mélenchon et Le Pen sont donc mis dans la vitrine de leurs boutiques sous une loupe grossissante...

De plus en plus, les abstentionnistes volontaires et conscients sont des personnes qui – comme nous autres, anarchistes – sont actives dans les différentes luttes (salariales, environnementales ou dites culturelles), et qui boycottent les élections parce que, dégoûtées par la gauche, elles ne voient pas d'autre moyen de protester. Alors, pas question de les laisser accuser par des « camarades » de favoriser l'extrême droite en s'abstenant : c'est plutôt ces derniers qui y contribuent en persistant à voter et à faire voter pour des partis discrédités.

La culpabilisation à base d'antifascisme devenue routinière depuis 2002 est d'autant moins admissible qu'on ne nous a même pas promis, cette fois, un « troisième tour social » après avoir réélu Macron. Et ce quoiqu'il ait clairement annoncé ses intentions : plus d'austérité, de sécuritaire et de boulot pour moins de fric et de liberté...

Multiplions les luttes autonomes anticapitalistes et antipatriarcales

Contre le découragement, rien ne vaut l'action commune et solidaire. Les mouvements sociaux sont d'intenses moments qui portent l'espoir d'une vie meilleure et le désir de lutter ensemble pour l'arracher ; ils favorisent la politisation de leurs participant-e-s et les marquent souvent à vie de leur joyeux souvenir indélébile. Autant de raisons de les pratiquer sans retenue ! Néanmoins, pour que ces mouvements soient vraiment subversifs, ils doivent avoir un contenu de classe et être en mesure d'éviter toute prise en main de la contestation, car des « partenaires sociaux » se présentent toujours pour négocier avec les gouvernants.

Il est heureux que la lutte des classes ait resurgi avec les gilets jaunes. Depuis trois décennies, le discours dominant la masquait en présentant le « libéralisme » comme le stade ultime de l'Histoire qui avait permis l'avènement d'une « société apaisée » ; et la politisation des jeunes générations s'effectuait presque exclusivement à partir des questions écologiques ou féministes en faisant l'impasse sur l'exploitation économique.

Contester les oppressions de genre ou de « race » mais pas la hiérarchie sociale ne peut produire qu'une meilleure intégration des femmes ou des personnes de couleur

disent les médias. Et il y a surtout urgence à renouer avec des perspectives révolutionnaires, au lieu de s'employer à sauver les institutions d'un système capitaliste et patriarcal responsable tout à la fois des inégalités sociales, des oppressions et du dérèglement climatique.

Ce texte est plus un état des lieux qu'un écrit théorique. Sa première partie rappelle comment se sont positionnées en France, depuis un siècle, les trois composantes historiques du mouvement ouvrier que sont les socialistes, les communistes et les anarchistes par rapport à certains sujets. Sa seconde partie dégage quelques pistes à explorer pour favoriser peut-être un véritable changement social.

La réflexion menée ici demande évidemment à être élargie, puisque son point de départ l'a cantonnée à un pays. Alors, comme ce n'est qu'un début, continuons... la réflexion, outre le combat !

21. L'élection présidentielle américaine de 2020 a été saluée pour son taux de participation le plus élevé depuis 1900 : 66,2 %.

jeunesse insatisfaite de son avenir programmé, mais aussi, notamment dans les zones rurales, par des personnes moins diplômées voire sans diplômes à la recherche d'une bifurcation plus heureuse (20).

Les partis politiques étant avant tout des machines électorales qui alimentent les guerres entre chef-fe-s, et qui gèrent la société de façon à entretenir et perpétuer le système capitaliste, la distanciation voire l'hostilité des classes populaires à l'égard de leurs représentant-e-s (« tous pourris ») sont justifiées, et leur scepticisme croissant quant à la capacité de l'Etat à améliorer leur existence bienvenu. Cependant, deux attitudes qui en ont découlé sont évidemment à combattre : les réactions chauvines et racistes, favorables à l'extrême droite ; le découragement « apolitique », fort utile pour les tenants de l'ordre établi.

L'horizon bouché par la persistance du virus, les confinements successifs et le renforcement du régime macronien ont favorisé ces attitudes depuis deux ans. Mais la violente répression subie par les gilets jaunes et la désillusion engendrée dans les classes populaires par la fin de leur mouvement avaient préparé le terrain. Et les médias de même, en entretenant l'image d'une société toujours plus à deux vitesses, où les populations urbaines diplômées, ouvertes et mobiles, défendant la « diversité » et la « démocratie », sont porteuses d'avenir, tandis que les populations rurales ou péri-urbaines, ignorantes et stupidement accrochées à leur espace de vie, n'en ont plus guère. Il n'est donc pas étonnant que, dans ces zones comme dans les anciens bastions miniers, automobiles et sidérurgiques du nord et de l'est du pays le vote pour Le Pen se soit incrusté. Toutefois, l'abstention y est bien plus imposante – et on a sans doute avant tout là deux modes de protestation contre les méfaits du capitalisme et l'ostracisme des gouvernants.

Affirmer par ailleurs, comme les médias le font couramment, que l'extrême droite stagne ou régresse en général chez les cadres, les urbains et les retraités puisque ces catégories plébiscitent Macron est une démonstration un peu courte : les préjugés et le racisme ne sont l'apanage ni d'une classe sociale particulière ni d'un courant politique, et ils ne se manifestent pas seulement à travers un bulletin de vote.

Loin de traduire un désintérêt pour le politique et un goût prononcé pour la pêche à la ligne, l'abstention est un outil pour un vrai changement social – alors, menons campagne en sa faveur !

Certes, la désaffection grandissante à l'égard des isoloirs n'arrête pas les institutions françaises. Mais c'est grâce à un déni de démocratie qu'elles gardent leur réputation : hormis le soir des résultats électoraux, où les journalistes sont contraint-e-s de fournir le chiffre des abstentions, ils appuient en général leurs analyses de l'actualité politique sur les seuls suffrages exprimés. Faire ressortir le défaut de représentativité des élus serait en effet malencontreusement préjudiciable au bon fonctionnement du système. Macron est le Président de tous les Français... même s'il n'a eu les voix que d'un huitième du corps électoral au premier tour de la dernière présidentielle (la participation a été de 47,51%, et 27,85 % des votants l'ont désigné). Et tous les régimes

20. Au sujet de la « grande désertion », lire les articles parus début juillet sur le site de Reporterre.

baines, souvent jeunes et diplômées, dans des municipalités « de gauche ». Or, comme l'a souligné une étude récente (18), une bonne part de cet électorat partage avec une bonne part des abstentionnistes une demande de justice sociale (pour les droits des salariés et la taxation des plus riches...) et d'écologie ; l'une et l'autre se positionnent contre le capitalisme et ses institutions tout en rejetant l'extrême droite et le racisme – et l'une et l'autre aspirent sans doute à une mobilisation d'envergure dans la rue, voire à une grève générale.

Les dernières législatives ont établi un nouveau record en matière d'abstentions, avec 52,3 % au premier tour. D'après le sondage Ipsos du 12 juin, 69 % des 18-24 ans et 71 % des 25-34 ans ne sont pas allés voter ; c'est dans l'électorat de Mélenchon à la dernière présidentielle qu'il y a eu le plus d'abstentionnistes (50 %), derrière celui de Le Pen (52 %), et contre « seulement » 39 % d'abstentionnistes chez ceux de Macron et de Pécresse ; et les milieux populaires ont emporté la palme du non-vote (avec 60 % d'abstentions).

Deux constatations s'imposent à partir de ces données :

- on a là un vote de classe, puisque plus les électeurs ont des revenus élevés, et plus ils ont tendance à se rendre aux urnes pour défendre leurs intérêts ;

- l'électorat de Mélenchon a largement désapprouvé son choix de remettre en selle le PS, ainsi que la faible revendication salariale posée par son « New PS » (une petite augmentation du SMIC).

Enfin, une autre fraction des abstentionnistes critique également l'ordre établi, mais sur le même mode que l'électorat de Le Pen – à savoir en se positionnant contre le « système » et les « élites » et en tenant un discours « patriote » et raciste. Or, toujours d'après la même étude, ces divers groupes d'abstentionnistes forment avec ces fractions des électors lepénien et mélenchonien un front « anti-Macron » qui rappelle sociologiquement le bloc du « non » au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen : les ouvriers, les employés et les personnes vivant en milieu rural y sont sur-représentés.

Les classes populaires et « moyennes inférieures », qui ont aussi soutenu massivement le mouvement des gilets jaunes, sont donc divisées surtout sur des sujets tels que l'immigration et la religion, ou encore les vaccins...

Accentuons le rejet de la démocratie représentative

On peut se réjouir qu'il y ait une « crise d'adhésion au système », et que par exemple de jeunes diplômés d'AgroParisTech appellent publiquement à le « désert », en particulier pour s'investir dans des batailles militantes comme celle de Bure contre l'enfouissement des déchets nucléaires (19) – d'autres s'engageant plutôt dans une démarche « style de vie » en rupture avec le mode habituel.

Leur exemple devrait être suivi, dans les années à venir, par une fraction de cette

18. « Trois blocs et deux perdants », *Le Monde diplomatique*, mai 2022.

19. Voir leur déclaration à la remise des diplômes le 10 mai 2022.

« De gauche », les anarchistes ? Et puis quoi encore ?

Rappeler certains épisodes de l'histoire française dans lesquels les organisations socialistes (1) et communistes se sont illustrées permet de comprendre que leurs leaders n'ont pas trahi et ne se sont pas reniés (2), ainsi qu'on l'entend parfois : les choix qu'ils ont arrêtés se sont inscrits dans la logique de leur démarche partisane et électoraliste. Ces épisodes aident de plus à saisir le rapport des anarchistes à la gauche et à éclairer la situation politique et sociale actuelle.

A la fin du XIX^e siècle, les diverses composantes du mouvement ouvrier entendaient détruire le capitalisme et instaurer une société sans classes ni Etat, mais elles divergeaient à la fois sur la stratégie à adopter pour y parvenir et sur la finalité de la lutte à mener :

- les anarchistes et les communistes cherchaient la disparition de l'Etat bourgeois par l'action révolutionnaire du prolétariat, quand les socialistes prônaient un engagement dans les institutions afin de prendre la tête de l'Etat et d'orienter sa politique en faveur des plus démunis ;

- les communistes avaient pour objectif de remplacer « provisoirement » l'Etat bourgeois par la « dictature du prolétariat », quand les anarchistes visaient la mise en place immédiate d'une organisation sociale ahiérarchique par l'ensemble des exploités.

Les communistes se sont cependant rapprochés des socialistes lorsqu'ils ont à leur tour décidé d'entrer dans le jeu parlementaire. Ils ont abandonné comme eux l'idée d'abolir le capitalisme et ont adhéré au projet de mettre en place un Etat réformateur dans le cadre de ce système.

Communistes et socialistes forment ainsi depuis un siècle la « gauche », qui a par moments réussi à gouverner grâce à des alliances électorales – tandis que les anarchistes persistaient à refuser la démarche institutionnelle. Et, tout au long de ce siècle, les trois courants se sont également affrontés à de nombreuses occasions.

1. Concernant plus précisément la social-démocratie, voir *Courant alternatif* n° 320, mai 2022.

2. Cavaignac (1848), Thiers (1871) ou Noske (1919) ont massacré des insurgés (républicains, communards ou spartakistes), une fois parvenus au pouvoir, tout en étant étiquetés « hommes de gauche ».

Les principaux sujets de discorde entre communistes, socialistes et anarchistes

• La participation aux élections et aux institutions

Les « antiautoritaires » rassemblés autour du théoricien anarchiste Michel Bakounine polémique déjà, dans l'Association internationale des travailleurs (I^{re} Internationale, née en 1864), avec les partisans de Marx qui voulaient imposer sa gestion centralisée et créer des partis politiques. Ils ont rompu après la défaite de la Commune en 1871.

Les syndicalistes-révolutionnaires, parmi lesquels se trouvaient bon nombre d'anarchistes, se sont ensuite affrontés aux communistes et aux socialistes pour maintenir l'indépendance des syndicats par rapport aux organisations politiques et pour empêcher toute représentation du mouvement ouvrier au Parlement.

A la fin du XIX^e, les bourses du travail s'étaient développées rapidement, passant de 22 à 86 entre 1892 et 1902. Elles hébergeaient les bureaux de placement syndicaux, mais aussi des caisses de solidarité, maladie, chômage ou décès et des bibliothèques d'« éducation populaire ». Les syndicalistes-révolutionnaires, qui y étaient majoritaires, voyaient en elles le moyen d'assurer l'autonomie politique et culturelle de la classe ouvrière ainsi que de réorganiser la société par le biais des syndicats.

La CGT (créée en 1895) préconisait encore dans sa charte d'Amiens, en 1906, la lutte de classe pour la disparition du salariat et du patronat. Elle assignait au syndicalisme, d'une part, la défense des revendications immédiates et quotidiennes des travailleurs ; d'autre part, la lutte pour une transformation d'ensemble de la société « par l'expropriation capitaliste », en toute indépendance des partis politiques et de l'Etat...

Pendant cette période, les socialistes avaient poursuivi leur objectif d'intégrer les institutions : l'un d'eux, Millerand, avait fait partie en 1899 du Bloc des gauches, une coalition gouvernementale avec les radicaux (réformistes républicains occupant jusqu'alors l'extrême gauche de l'hémicycle) qui avait duré jusqu'en 1905. L'apparition cette année-là de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), « parti du mouvement ouvrier » réunissant réformistes et révolutionnaires marxistes, a constitué un sérieux accroc à la revendication d'une autonomie ouvrière.

De plus, malgré leur forte influence dans la CGT puis dans la CGTU révolutionnaire (qui a existé de 1921 à 1936), les syndicalistes-révolutionnaires n'ont pas réussi à éviter que la confédération donne la priorité à ses unions départementales, au détriment des bourses du travail, après la Première Guerre mondiale (3) ; et ils n'ont pu empêcher que la CGT se « bolchevise », quand elle s'est réunifiée en 1936.

• La Première Guerre mondiale

Avec la déclaration de la guerre en août 1914, la SFIO a explosé sous les effets con-

3. Sous l'influence des partis de gauche, leurs services d'entraide ont peu à peu été transférés par la suite aux mairies ou à l'Etat.

aux nouveaux arrivants de négocier de meilleures conditions d'embauche. Qui plus est, des conflits internes portant sur des revendications salariales éclatent dans des compagnies aériennes, des aéroports et des entreprises industrielles. Ces éléments nouveaux – que « spécialistes » et médias attribuent à la hausse du coût de la vie consécutive à celle de l'énergie – ont incité les candidat-e-s aux législatives à entonner comme un seul homme l'air du « pouvoir d'achat principal sujet de préoccupation des Français » et à surenchérir dans les promesses censées l'améliorer en cas de victoire électorale (16).

Concernant le camp présidentiel, on sait déjà à quoi s'en tenir. Au soir de sa réélection, Macron a assuré qu'il allait changer de « méthode »... et, quelques jours après, il a désigné un gouvernement du même tonneau que le précédent. Pour sa gestion économique de la France, on devrait le médailler chevalier de l'ordre du mérite capitaliste (quoique ses interventions aient, fâcheusement peut-être, mis en relief la géométrie variable des doctrines économiques « établies » comme celle des règles « officielles » concernant l'endettement des Etats auprès de la Banque européenne). Mais pour sa gestion politique et sociale également, car l'état d'urgence sanitaire lui a permis d'exclure de la communauté nationale, au nom du Bien, des personnes non « douées de raison », selon ses mots, parce que se méfiant des vaccins – et, en créant les conditions d'un état d'exception, n'importe quelle autre « crise » lui permettra d'agir de même envers quiconque troublera le « consensus social ».

Néanmoins, un autre Président que Macron aurait-il procédé ou procéderait-il différemment ? On peut en douter, d'une part quand on se remémore le bilan de la gauche ou de la droite au pouvoir avant lui, d'autre part quand on sait avec quelle facilité les institutions « démocratiques » évoluent vers des régimes autoritaires lorsque les intérêts capitalistes sont en jeu.

La présence du PS et d'EELV dans la NUPES a réduit à néant sa potentielle radicalité. Cette coalition est un conglomérat de petits épiciers qui se sont avidement partagé les circonscriptions sur un « programme commun » aussi modéré que fait de bric et de broc, et en présentant des candidat-e-s issus des appareils plutôt que des luttes. De même, la cohabitation d'un Premier ministre Mélenchon avec un Président Macron aurait compromis d'entrée l'application de son programme.

En choisissant de rester dans les clous de la politique politicienne, la France in-soumise a déçu (17). Au premier tour de la dernière présidentielle, Mélenchon avait doublé ses scores dans les territoires d'outre-mer par rapport à 2017 (obtenant même la majorité absolue en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane – où Macron est haï). Il avait eu de bons résultats dans les quartiers pauvres des banlieues ; dans le petit salariat du public et du privé syndiqué, d'extrême gauche ou même libertaire ; dans les milieux contestataires et alternatifs de départements tels que l'Ariège ou les Alpes-de-Haute-Provence. Enfin, il avait réalisé une percée auprès des classes moyennes ur-

16. Ainsi, la « prime Macron » va tripler... sur le papier, en passant de 1 000 à 3 000 euros nets d'impôt (voire à 6 000 euros dans certaines entreprises). En réalité, les 4 millions de personnes qui ont touché cette prime l'an dernier n'ont reçu en moyenne que 506 euros.

17. Son fonctionnement vertical ainsi que la personnalité et le parcours politique de Mélenchon ont aussi rebuté.

la dynamique « ZAD partout » s'est arrêtée (15) – et que l'on ne peut de toute façon changer un pays, et moins encore la planète, à partir d'un bout de village.

Quoi qu'il en soit, les luttes contre l'aménagement du territoire montrent, s'il en était encore besoin, que les entreprises ne sont plus le seul espace de la conflictualité sociale. Un phénomène que l'essor du télétravail accentuera peut-être. De plus, cet aménagement sert, avec le développement du numérique dans tous les secteurs de la société, tant à accroître les profits capitalistes qu'à conforter l'ordre établi. Par exemple, les antennes de Pôle emploi ou de la CAF sont déplacées des centres-villes vers les zones industrielles à la fois pour faire des économies sur le prix de leurs locaux et pour éviter leur invasion, alors que le pointage en ligne a déjà rendu plus difficile l'action collective des personnes au chômage.

Evaluons les forces politiques en présence

Les attaques patronales contre des conquêtes sociales (tel le régime des retraites) et la déliquescence des services publics auraient dû faire naître depuis longtemps des grèves dures dans l'industrie et les services. Cela n'a malheureusement pas été le cas.

Lors du premier confinement, des médias – surtout de gauche – avaient « prédit » que rien ne serait plus jamais comme avant : un « vrai » changement social était pour bientôt. On a au contraire constaté à la fois une détérioration de la vie pour une majorité de la population et l'absence d'une réelle contestation, tandis que l'Etat renforçait ses pouvoirs grâce à ses interventions économiques tous azimuts et de premier plan (aides aux entreprises, instauration du chômage partiel, primes diverses, etc.) et grâce à l'état d'urgence et au passe sanitaire. Il y a certes eu, en 2021, des manifestations écologistes, féministes ou contre les violences policières, et pendant quelques mois des rendez-vous hebdomadaires contre la loi « sécurité globale » ou contre le passe sanitaire. Mais la tendance générale est restée à l'atonie – et, du côté syndical, on a veillé à ce que rien ne vienne perturber l'« union nationale » contre le virus : la « rentrée sociale » du 5 octobre dernier, annoncée de longue date, a été fort peu remarquable.

L'abattement ou l'anxiété dominant toujours, avec cette pandémie qui n'en finit pas (tandis que d'autres se profilent ?) et après cette présidentielle dont le résultat était couru d'avance, sur fond de guerre en Europe.

Toutefois on observe actuellement, dans plusieurs secteurs économiques (hôtellerie, restauration, agriculture, santé...), un ras-le-bol par rapport aux conditions de travail et de rémunération qui aggrave la pénurie de main-d'œuvre. Nombre de personnes démissionnent ou cessent d'assurer les saisons, d'autant que les dernières règles de l'assurance-chômage pénalisent les activités discontinues ; et cette situation permet

15. La conduite à tenir face au pouvoir (accepter ou non de négocier avec lui en déposant des dossiers agricoles) a divisé la ZAD, ce qui a eu des répercussions sur d'autres luttes, comme à Bure. Mais la mort de Rémi Fraisse à Sivens a également eu un effet dissuasif sur leur dynamique.

jugués du nationalisme et de la Révolution russe, et la CGT a « oublié » qu'une semaine plus tôt elle manifestait encore contre à Paris.

En 1907, la II^e Internationale (Internationale socialiste fondée en 1889 notamment à l'initiative d'Engels) réunie en congrès à Stuttgart avait résolu d'empêcher le conflit « par tous les moyens » et de profiter de la situation pour abattre « la domination capitaliste », car sa majorité était composée de pacifistes (avec Jaurès) et de révolutionnaires (avec Lénine). En 1910, son congrès de Copenhague décidait toujours de recourir à la grève générale ouvrière, l'agitation et l'action populaire.

Mais, après l'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914, les socialistes français ont laissé tomber leur internationalisme et leur pacifisme. Gustave Hervé a ainsi « retourné sa veste rouge pour en montrer la doublure tricolore », et il a renommé *La Victoire* son journal *La Guerre sociale*. Le 4 août, le gouvernement d'union sacrée qui comprenait Jules Guesde et Marcel Sembat, autres figures de la SFIO, a envoyé ouvriers et paysans de France s'entre-tuer avec leurs homologues d'Allemagne au profit des banquiers et des industriels des deux pays.

Chez les anarchistes, le refus de la guerre a dominé. La Fédération communiste anarchiste révolutionnaire (fondée en 1910 sous le nom de Fédération révolutionnaire communiste et investie dans la CGT) a réuni, lors de son congrès à l'été 1913, l'ensemble des anarchistes – à l'exception des individualistes – sur des bases antimilitariste, antiparlementaire et syndicaliste révolutionnaire (4). Cette FCAR appelait à la « grève générale expropriatrice » et au sabotage de la mobilisation (notamment par celui des voies de communication). violemment réprimée, elle s'est autodissoute quand la guerre a débuté.

La déclaration « L'Internationale anarchiste et la guerre » faite, en 1915, par 36 anarchistes de divers pays (dont Errico Malatesta, Emma Goldman et Alexandre Berkman) a elle aussi appelé à la révolution, contre le conflit et contre les Etats.

Le Manifeste des 16, rédigé par les anarchistes Pierre Kropotkine et Jean Grave en 1916, et qui prenait parti pour le camp des Alliés contre l'« agression allemande », n'a donc pas rencontré de succès : s'il a suscité bien des débats, il n'a été signé que par 15 (et non 16) « personnalités » anarchistes.

• La Révolution russe et ses suites

Si la Révolution de 1917 en Russie a fait fantasmer un temps un certain nombre d'anarchistes, la dénonciation d'un pouvoir bolchevik qui emplissait les prisons de ses opposant-e-s et liquidait les marins de Cronstadt et la Makhnovtchina a très vite émané des milieux anarchistes. Et de même pour la dénonciation du totalitarisme soviétique – qui sera défini plus tard comme un « capitalisme d'Etat » s'expliquant davantage par le déterminisme historique de la théorie marxiste que par la « trahison » d'un Staline, voire d'un Trotski ou d'un Lénine.

4. Lire, de Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir – Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1919-1914)*, Libertalia/L'Insomniaque, 2014.

La SFIO a explosé sur la question de l'adhésion à la III^e Internationale, d'obédience communiste, et du soutien à la « patrie des travailleurs » qu'était censée être l'URSS. Les grèves qui avaient démarré en mars 1919 dans les mines, le textile et les banques ont effrayé sa tendance réformiste (tout comme la révolution spartakiste en Allemagne) – elle craignait leur extension. La SFIO a donc refusé d'appeler à la grève générale, mais en 1920, à son Congrès de Tours, elle a scissionné. Sa majorité a fondé une Section française de l'Internationale communiste (SFIC) inféodée à l'URSS – elle sera rebaptisée PC-SFIC, puis PCF en 1943. Sa minorité, demeurée à la SFIO, a adhéré à une Internationale ouvrière socialiste qui s'est inscrite dans la lignée de la II^e Internationale, et elle a choisi avec Léon Blum de respecter les « règles du jeu de la démocratie parlementaire ».

• L'alliance avec les « partis bourgeois » et le Front populaire

En 1924, un Cartel des gauches associant la SFIO au Parti radical et radical-socialiste l'a emporté aux élections, mais ses gouvernements (jusqu'en 1926) ont constamment été en crise.

Et de même la SFIO, qui était composée de tendances allant du centrisme à l'extrême gauche mais toutes hostiles à Moscou, n'a cessé de se déchirer sur l'attitude à avoir à l'égard des communistes et des ligues d'extrême droite. Fin des années 20 - début des années 30, ses débats internes ont porté sur ces questions ainsi que sur le rôle de l'Etat dans l'idéologie du parti, et sur les rapports à tenir vis-à-vis du capitalisme et des classes moyennes.

La manifestation d'une rare violence que les ligues d'extrême droite ont organisée, le 6 février 1934, à proximité de l'Assemblée nationale a cependant incité le PC et la SFIO à rechercher l'union que leurs bases réclamaient ardemment (les manifestant-e-s descendus dans la rue à leur appel, le 12 février, y avaient crié « Unité, unité ! »). Ils ont signé en juillet 1935, avec le Parti radical, un pacte d'unité d'action pour accéder ensemble au pouvoir.

Mais cet accord correspondait aussi, pour le PCF, à un changement de ligne politique dans la III^e Internationale : le Kremlin entendait que les Partis communistes sortent désormais partout de leur isolement et de leur logique « classe contre classe », afin de rallier à eux le plus de sympathisant-e-s possible et de barrer la route à l'extrême droite. Aussi le PCF s'est-il soudain fait le défenseur des « petites gens » victimes de la « grande dépression » de 1929 et a-t-il opéré un tournant nationaliste qui a par exemple conduit ses militant-e-s à défiler le 14 Juillet avec un drapeau tricolore et Thorez à exalter *La Marseillaise* (5).

5. Le PC a poursuivi dans cette veine chauvine, que ce soit par rapport à la présence des migrant-e-s en France (voir le « bulldozer de Vitry » lancé contre un foyer de Maliens en 1981) ou à un « Fabriquons français » qui le conduit de nos jours à défendre à tout crin l'emploi dans l'armement ou dans le nucléaire.

de réflexes égoïstes et d'un repli sur la famille. Certes, de belles mobilisations avaient eu lieu dans les villes, jusqu'à la pandémie de Covid-19 – pour contrer la « loi travail » en 2016, ou la réforme des retraites en 2019. Mais le sentiment d'impuissance face à l'innovation technologique et aux méthodes de management toujours plus sauvages n'avait produit dans les entreprises que des réactions défensives et soigneusement encadrées par les syndicats.

Puis il y a eu cette explosion sociale dans les régions les plus en déshérence, avec les gilets jaunes ; et comme la dégradation des conditions de vie et de travail dans les zones rurales et dans les proches banlieues des métropoles s'est poursuivie, voire accélérée avec la pandémie, une colère sociale y rejaillira sans doute bientôt sous une forme ou une autre.

Ces dernières années, des réactions contre des infrastructures défigurant les paysages (routes, ponts, usines, éoliennes, antennes 5G, etc.), et contre l'accaparement de l'eau, de la terre ou des forêts au profit de l'agriculture industrielle ou de l'industrie touristique sont par ailleurs apparues un peu partout. De multiples projets sont actuellement dénoncés comme nuisibles pour les populations locales en matière de santé, d'environnement ou de conditions de vie (la spéculation foncière et immobilière augmentant par exemple la difficulté à se loger). Et on voit de plus en plus leurs opposants défendre un autre mode d'existence – dans la lignée de la lutte qui a été menée à Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique, des années durant.

Pour rappel, la construction d'un aéroport international sur cette commune a été voulue par les gouvernements de gauche, de droite, et même de La République en marche ! à ses débuts. Elle a été refusée par des agriculteurs, des riverains... et les habitant-e-s de la ZAD (« zone à défendre »), qui cherchaient à vivre différemment – avec une agriculture alternative, une autosuffisance alimentaire, un « habitat léger », etc. Les zadistes se battaient à la fois contre cet aéroport et contre « son monde » : le travail salarié, les institutions, l'organisation capitaliste, les forces de l'ordre. C'était pour partie des jeunes diplômés, venus là par choix et à même d'en réaliser un autre, et pour partie des sans-diplômes, plutôt là par nécessité, afin de pouvoir subsister.

Les manifestations à Notre-Dame-des-Landes ont rassemblé des membres de syndicats paysans et de gauche, d'associations citoyennistes et écologistes, des militants d'extrême gauche et anarchistes, etc., parce que cette résistance de petit village gaulois contre l'Empire romain, pleine d'inventivité et d'humour, attirait les sympathies. Mais aussi parce que l'expérience d'une autre organisation sociale et d'un autre aménagement de l'espace que représentait la ZAD plaisait.

C'est pourquoi l'évacuation de cette ZAD, décidée par le gouvernement du socialiste Ayrault en 2012, avec une « opération César » qui a fait une centaine de blessés parmi les opposants, a immédiatement déclenché l'apparition de très nombreux comités de soutien et d'autres ZAD dans la France entière. La répression s'est poursuivie sous le gouvernement du « socialiste » Valls, mais le projet d'aéroport a finalement été abandonné en 2018 sous celui du « centriste » Edouard Philippe. Les zadistes ont gagné. Cependant, leur victoire est à relativiser puisque leur territoire a été « normalisé », que

tiques en emplois à domicile ont multiplié, ces dernières décennies, les besoins en assistantes maternelles, gardes d'enfants, femmes de ménage et aides aux personnes âgées et handicapées dans le privé, ainsi qu'en aides-soignantes, auxiliaires de puériculture, agents de services hospitaliers et aides médico-psychologiques dans le public. Actuellement, ces deux groupes totalisent 60 % de la catégorie « employés » ; et ils voisinent, de plus, avec un autre ensemble de professions très largement féminines, mais davantage diplômées et mieux payées, dans la santé et le travail social – telles les infirmières ou les assistantes sociales (12).

Le rôle social « classique » féminin – nourrir, éduquer, soigner ou laver autrui dans le cadre familial – est amplifié dans ces diverses professions puisque leur activité englobe tout ou partie de ces tâches. La « double journée de travail » si fréquemment dénoncée concernant les femmes en général est en fait, pour une bonne part de celles qui appartiennent aux classes populaires (et qui sont assez souvent immigrées ou d'origine immigrée), entièrement consacrée au *care*. La reproduction sociale est donc doublement bien assurée – en termes de genre et de classe ! Et pourtant ce secteur économique en croissance exponentielle est présenté comme « d'avenir » pour le salariat féminin, et valorisé à ce titre par la classe politique et certaines féministes dans de nombreux pays (13).

La présence sur les ronds-points de nombreuses femmes employées dans le « soin » a traduit une réalité bien moins riante, et que le premier confinement dû à la pandémie de Covid-19 (mars-mai 2020) a confirmée. Quand le pays tout entier n'a soudain plus reposé que sur l'aide-soignante, l'auxiliaire de vie, la caissière, le chauffeur de poids lourd ou l'éboueur, les projecteurs médiatiques se sont braqués sur le quotidien des corvées-à-merci des deux sexes avant de les renvoyer à leur anonymat en s'éteignant.

La porosité croissante des frontières entre les « classes moyennes inférieures » et les classes populaires entre en contradiction avec le souci qu'ont les gouvernants de maintenir une distance entre les deux pour garantir l'ordre établi. Leur proximité – due aux déclassements dans l'encadrement des entreprises, à la réduction des effectifs dans les services publics, à la précarité des « auto-entrepreneurs », etc. – laisse néanmoins entrevoir de possibles contestations sociales d'envergure menées par un « prolétariat large et souple (14) ».

Prenons en compte les différents terrains de la lutte sociale

Depuis la décennie 1980, on avait constaté un affaiblissement de la conflictualité de classe et de la solidarité – en France, pas dans le monde entier bien sûr – au profit

12. Cet ensemble-là constitue, avec les maîtres des écoles, près de 10 % de l'emploi total en France, d'après *Insee focus* n° 190 de mai 2020.

13. Des théoriciennes écoféministes, telle Val Plumwood, voient de plus dans le *care* un moyen pour les femmes de jouer un rôle majeur dans l'établissement de relations non destructives entre la nature et l'humanité.

14. « Que faire de l'encadrement capitaliste ? », *Courant alternatif* n° 320, mai 2022.

Le gouvernement de Front populaire désigné le 3 mai 1936 et mené par Blum avait pour objectifs de lutter contre la crise économique, d'éviter tout conflit extérieur et de défendre la République contre le « fascisme » menaçant. Mais les occupations d'usine l'ont obligé à prendre immédiatement des mesures favorables à la classe ouvrière : accord Matignon (7 juin) augmentant les salaires de 12 % en moyenne, lois (11-13 juin) sur les conventions collectives, les congés payés et la semaine de 40 heures. Cependant, dès le 12 juin, Thorez, premier secrétaire du PCF, a déclaré : « Il faut savoir terminer une grève » et, le 13 février 1937, Blum a annoncé la « pause » des réformes. Le 10 novembre 1938, les radicaux ont sonné le glas du Front populaire en le quittant.

En Espagne, trois mois avant la victoire de ce Front en France, un *Frente popular* rassemblant entre autres la gauche républicaine et la social-démocratie (et soutenu entre autres par la CNT, Confédération nationale du travail, anarchiste) avait gagné les élections. Mais un coup d'Etat a été tenté par des militaires dont Franco, le 18 juillet 1936, pour l'empêcher de gouverner. Une révolution communiste libertaire a aussitôt éclaté, avec grève générale et collectivisation des terres et des usines. La guerre civile qui s'est ensuivie jusqu'en 1939 ne s'est pas déroulée entre les partisan-e-s de la République et les franquistes, comme on le présente fréquemment : si des membres de la CNT ont fini par participer à un gouvernement du *Frente popular*, les anarchistes n'appartenaient pas au « camp républicain » (6).

Quoi qu'il en soit, le PCE, qui était présent dans ce *Frente* mais peu puissant à ses débuts, s'est renforcé grâce aux livraisons d'armes arrivant d'URSS, et il s'est employé dès 1937 à réprimer ou liquider les militants antistaliniens du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) et les anarchistes (7).

• La Seconde Guerre mondiale, la Libération et la IV^e République

L'alignement de tous les Partis communistes sur l'Union soviétique a été particulièrement flagrant quand Staline a conclu, le 23 août 1939, le pacte germano-soviétique avec Hitler. Ce traité de non-agression a servi les intérêts géopolitiques, économiques et militaires de l'Allemagne et de l'URSS (8), et il a été rompu seulement parce que Hitler a attaqué cette dernière en 1941.

6. Qualifier de « républicains » les anarchistes espagnols de la « Nueve », la compagnie rattachée à la division Leclerc qui est entrée la première dans Paris le 25 août 1944, est tout aussi inexact. Ils étaient animés par l'anticommunisme et l'antifascisme, non par le républicanisme – et on leur avait promis qu'après avoir viré Mussolini et Hitler le tour de Franco viendrait.

7. Les dirigeants du bloc de l'Est ont sévèrement réprimé les anarchistes dans d'autres pays, en particulier en Bulgarie et en Hongrie.

8. Ce pacte a aussi permis l'échange de Russes blancs ou de dissidents réfugiés en Allemagne contre des antifascistes allemands et autrichiens vivant en URSS (lire par exemple le témoignage de Margarete Buber-Neumann *Prisonnière de Staline et d'Hitler*, paru en deux volumes en 1949 et 1988 au Seuil).

En France, le PC n'est réellement entré dans la Résistance qu'à ce moment-là, bien que certain-e-s de ses militants se soient engagés dans l'action clandestine auparavant. Et c'est parce qu'ils avaient été déchus de leur mandat du fait du pacte germano-soviétique que les 61 parlementaires communistes n'ont pas eu à se prononcer sur les pleins pouvoirs que les deux Chambres ont donnés à Pétain, le 10 juillet 1940, par 569 voix pour (283 de droite et 286 de gauche) – il y a eu 80 voix contre et 20 abstentions (9). En revanche, 170 parlementaires de la SFIO ont voté ces pleins pouvoirs (36 les ont rejetés).

Du côté des anarchistes, les garde-fous habituels que sont l'anticapitalisme, l'anti-impérialisme ou l'antipatriotisme ont été débordés par l'antifascisme et l'anticommunisme : beaucoup ont pris part à la Seconde Guerre mondiale (dans la résistance syndicale, les maquis, les réseaux d'évasion...). Rudolf Rocker, qui s'était opposé à la Première Guerre, a ainsi défendu en 1940 l'idée que la lutte contre le fascisme justifiait le soutien aux Etats démocratiques. La position inverse, portée par le minuscule Groupe anarchiste international de Marseille qu'avaient créé André Arru et Voline, n'a guère été partagée. Néanmoins, le slogan « Ni Thorez ni de Gaulle » (10), qui était répandu chez les anarchistes, traduisait le désir d'un autre programme que ceux des gaulistes ou des communistes pour l'après-guerre. Et de nombreux anarchistes pacifistes ont connu les camps d'internement et disciplinaires, les prisons militaires ou la déportation pour s'être insoumis ou avoir déserté. Louis Lecoin a par exemple été emprisonné de 1939 à 1943 parce qu'il avait distribué l'appel Paix immédiate ! qu'il avait rédigé.

Après le gouvernement provisoire (GPRF) mis en place au sortir de la guerre, la IV^e République française a débuté avec une direction tripartite où le MRP (Mouvement républicain populaire) modéré était allié au PC et à la SFIO « marxistes ».

La SFIO, qui s'affaiblissait mais restait aux manettes, a dérivé de plus en plus à droite pour trouver l'électorat des « classes moyennes », et pour s'opposer à un PC (s'autoproclamant « parti des 75 000 fusillés ») qui était devenu à la Libération la première force politique.

« Un seul devoir : produire », exigeait à l'époque le Parti, car il était hostile au plan Marshall qui permettait une ingérence américaine (à visée très anticommuniste) dans les affaires françaises – et la direction de la CGT lui faisait écho (11). Cependant, avec le commencement de la guerre froide en 1947, les députés communistes ont voté contre la politique économique et sociale du socialiste Ramadier en mai, et celui-ci a aussitôt révoqué les quatre ministres du PC. Le Parti est passé dans l'opposition.

Lui qui avait, comme la CGT, désapprouvé les grèves massives et dures démarrées sans leur aval chez Renault, à la SNCF et dans les mines s'est mis, comme elle, à soutenir à fond les innombrables conflits sociaux de l'année 1947. La contestation sociale a

9. Les syndiqué-e-s communistes ont également été exclus de la CGT en 1939.

10. Lire Michel Sahuc, *Un regard noir – La mouvance anarchiste au seuil de la Seconde Guerre mondiale et sous l'occupation nazie* (1936-1945), éditions du Monde libertaire, 2008.

11. Un membre de leurs deux bureaux, Gaston Monmousseau, a même qualifié la grève d'« arme des trusts ».

publics, devenue criante en province ou en banlieue... comme si les gouvernements qu'elle avait dirigés n'en étaient pas autant responsables que ceux de la droite.

Cette brusque sollicitude n'a guère leurré les gilets jaunes qui ont gardé leur autonomie, et continué de déborder le cadre habituel des revendications négociables et acceptables par le patronat ou l'Etat, jusqu'à ce qu'une rude répression vienne à bout de leur résistance opiniâtre.

Leur mouvement a mis en relief deux données importantes concernant les classes populaires actuelles :

- Leur conscience d'appartenir à une même... classe. Les gilets jaunes se sont inscrits de fait dans la lutte des classes, sans l'avoir théorisé, en se posant comme les personnes qui vivent de leur travail et produisent les richesses contre celles qui profitent d'une rente ou de l'exploitation du travail d'autrui : les actionnaires, les directions des banques, le grand patronat (plutôt que le patronat tout court). Sondages et études ont indiqué que les moins diplômés en France se sont reconnus dans leur combat (comme dans leur mode de vie et leurs valeurs) et l'ont soutenu, tandis que les plus diplômés y étaient hostiles. Beaucoup ont tiré fierté et joie de la violence prolétarienne qui s'exprimait dans les Actes du samedi (affrontements avec les forces de l'ordre, barricades, incendie du Fouquet's, attaque d'un ministère avec un engin de chantier...) ; et leur solidarité s'est souvent traduite par le placement symbolique de leur propre gilet jaune à l'avant des voitures, des coups de klaxon à l'approche d'un rond-point investi, voire l'apport de nourriture à ses occupant-e-s.

- La place majoritaire qu'y occupent maintenant les femmes, mais aussi l'accroissement du rôle social attendu d'elles par le système capitaliste et patriarcal. Contrairement aux clichés véhiculés par les médias, le monde populaire n'est pas plus masculin qu'il n'est en déclin. En 1970, selon l'Insee (11), les femmes ne constituaient que 38 % de la population active en France (seules 50 % d'entre elles travaillaient – en plus de leurs tâches domestiques –, contre 95 % des hommes), et 38 % des ouvriers et employés. Cinquante ans plus tard, elles représentent 48,5 % de la population active (82,5 % ont un travail salarié, contre 91,9 % des hommes) et plus de 52 % des classes populaires. Les inégalités professionnelles entre hommes et femmes sont chaque année rappelées par tous les canaux de la société à l'approche du 8 mars – la montée en puissance de l'emploi féminin s'est accompagnée d'une précarité très supérieure à l'emploi des hommes, quel que soit le niveau d'éducation, sous la forme de chômage, de temps partiels non choisis, d'horaires éclatés et de rémunérations plus faibles.

A gauche comme à droite, on s'intéresse cependant surtout aux femmes des classes moyennes ou supérieures, en déplorant par exemple que la misogynie du patronat maintienne un « plafond de verre » dans les plus hautes fonctions ; et on recommande de diversifier les filières professionnelles féminines pour qu'elles puissent accéder aux métiers les plus lucratifs, exercés majoritairement par des hommes. En revanche, il n'est pas question que les femmes des classes populaires quittent les secteurs économiques qui leur sont dévolus – l'organisation même de la société s'en trouverait ébranlée.

Car le vieillissement de la population et la transformation des activités domes-

11. Enquêtes « emploi » de 1970, 1995 et 2119.

géraient les caisses de solidarité. Les classes d'âge 35-49 ans et 50-64 ans étaient dominantes. Le revenu moyen du foyer était de 1 700 euros par mois.

Les médias ont souligné l'interclassisme du mouvement – parce qu'on a vu dans ses rangs, surtout à son démarrage, des « petits patrons » artisans ou commerçants –, voire son poujadisme ; et ils ont essayé de lui attribuer des thématiques d'extrême droite, comme l'immigration ou la limitation de vitesse. Las ! les gilets jaunes centraient leur discours sur la précarité socio-économique et se rejoignaient avant tout dans l'action directe et l'auto-organisation. Ils critiquaient les élites en général (en opposant à leur mépris la « dignité du peuple ») et les syndicats, ne présentaient pas de revendications précises, et aucun de leurs leaders autoproclamés n'a réussi à les contrôler – aussi le gouvernement a-t-il cherché en vain des interlocuteurs pour négocier.

A priori, les gilets jaunes visaient davantage à améliorer le fonctionnement des institutions en place – en particulier par l'obtention du référendum d'initiative citoyenne (RIC) – qu'à les détruire. La demande de solidarité nationale qu'ils formulaient passait par la revendication d'un service public détaché de la notion de rentabilité, et leur demande de justice sociale par une fiscalité plus équitable (la suppression de l'ISF et la possibilité d'une évasion fiscale pour les grandes entreprises symbolisant à leurs yeux l'injustice dans ce domaine). Dans les zones rurales, ils ont explosé parce qu'ils avaient l'impression d'être abandonnés à leur sort par les pouvoirs publics – avec la disparition des commerces et services publics (hôpitaux, écoles...), ainsi qu'avec la hausse des dépenses en transport. Ils ne se sont donc pas tant indignés contre les conséquences de l'aménagement du territoire en général que contre leur difficulté grandissante à vivre dans leur milieu habituel. Dans les zones périurbaines, où on habite souvent par défaut (en l'absence des moyens financiers permettant de se loger plus près de son travail) et où l'existence est rythmée par un mouvement pendulaire vers la ville, le sentiment d'être coincé dans un cadre de moins en moins appréciable a produit le même effet...

Et pourtant, la gauche a accueilli avec méfiance, sinon hostilité, ce mouvement qui avait brutalement dévoilé les nombreux déserts de la France, médicaux mais aussi syndicaux – les centrales étant implantées surtout dans les grandes entreprises et administrations et dans les villes –, et qui s'en prenait à l'Etat (souvent à travers la personne de Macron) plutôt qu'aux « patrons ». La direction de la CGT a ainsi empêché la fusion entre des Actes des gilets jaunes et d'autres manifestations, comme celles du 1^{er} Mai 2019.

L'extrême gauche et les anarchistes ont également montré d'abord quelque réticence envers les gilets jaunes, mais les principes de démocratie directe que ces derniers ont adoptés et leur slogan « Révolution » les ont attirés ensuite pour partie. Leur mouvement a en effet redynamisé le champ du politique, contre la politique politicienne, et leurs références à 1789 se sont estompées tandis que surgissait dans les débats sur les ronds-points ou aux AG des AG le désir d'une autre société.

Devant la popularité persistante des gilets jaunes, la gauche a été obligée de s'y intéresser ; elle a alors tenté de récupérer leur mobilisation, mais sans vraiment s'y investir, en mettant en exergue les revendications qui se rapprochaient des siennes. Elle a notamment incriminé la disparition programmée des infrastructures et des services

été violente (12), mais violemment contrée par un ministre de l'Intérieur socialiste, Jules Moch, soucieux d'appliquer sa méthode « d'abord réprimer, ensuite négocier ».

Quand la grève des mineurs a repris en 1948, le PC l'a utilisée pour dénoncer le plan Marshall au nom de l'indépendance nationale. Cette grève a été très suivie, longue et populaire ; mais, les Houillères étant nationalisées, elle a eu pour adversaire l'Etat, lequel a choisi l'épreuve de force. Moch a envoyé des milliers de gendarmes et de CRS évacuer les centres miniers. La répression policière s'est abattue sur les 15 000 mineurs retranchés dans des galeries du Pas-de-Calais et de la Lorraine – il y a eu 6 morts, des centaines de blessés et 3 000 licenciements –, et la vengeance de l'Etat s'est longtemps exercée à l'encontre des grévistes et de leurs proches (13).

• Les guerres d'Indochine (1946-1954) et d'Algérie (1954-1962)

Le colonialisme a également provoqué des clivages dans la gauche. Certes, la « politique coloniale capitaliste » avait été condamnée dès 1907 par la II^e Internationale à son congrès de Stuttgart ; pendant la guerre du Rif (1924-1926), le PC-SFIC avait adressé une lettre d'encouragement et de fraternité aux insurgés contre l'occupant français ; à partir de 1923, Moscou avait entrepris de constituer des groupes communistes dans les pays colonisés, etc.

Mais, à la fin de la Seconde Guerre, les anticolonialistes étaient fort peu nombreux en France – et l'idée que l'Etat français devait faire œuvre civilisatrice auprès des populations vivant sur les territoires qu'il avait conquis (même si c'était en général par la force) était assez répandue.

Quand Hồ Chi Minh a proclamé l'indépendance du Vietnam à Hanoï le 2 septembre 1945, le député socialiste J. Bourgoïn a écrit dans *Le Populaire* : « A-t-on réfléchi au non-sens implicite que comporte cette expression : indépendance de l'Indochine ? Car l'Indochine, fédérée par l'arbitrage et le ciment de la civilisation française, cesserait d'exister le jour même où elle viendrait à l'indépendance. »

La SFIO a accepté de reconnaître l'indépendance du Vietnam, mais dans le cadre de l'Union française créée par la Constitution de 1946 entre la République française et ses territoires et Etats « associés ». Et si le PC s'est prononcé pour une négociation avec Hồ Chi Minh, il voulait lui aussi le maintien de liens entre la métropole et ses anciennes possessions : pas question de renoncer à la présence française en Extrême-Orient.

La guerre froide a toutefois rendu plus net l'engagement des communistes contre la guerre d'Indochine : les élus du PC ont refusé en 1947 de voter les crédits de guerre, et ses militants ont activement participé à la grève des dockers qui, à Marseille fin 1949, ont refusé d'embarquer du matériel destiné à l'armée française.

Après que la guerre d'Algérie a éclaté, Guy Mollet, le dirigeant socialiste (de 1946 à 1969) devenu chef du gouvernement en 1956-1957 grâce aux voix des députés com-

12. Des émeutes de la faim liées aux pénuries alimentaires et à la hausse des prix se sont également déroulées alors dans des dizaines de villes.

13. Lourdes condamnations pénales, interdictions professionnelles, déchéances de nationalité, expulsions ou dénaturalisations de grévistes étrangers, sanctions civiques et électives contre les soutiens...

munistes (14), a obtenu du Parlement le 12 mars 1956 – également avec les voix communistes – les « pouvoirs les plus étendus [en Algérie] pour prendre toutes les mesures exceptionnelles commandées par les circonstances » (15).

Le garde des Sceaux François Mitterrand (alors président de l'UDSR, Union démocratique et socialiste de la Résistance) a signé la loi de mars 1956 qui laissait les militaires libres d'agir à la fois comme policiers et comme juges vis-à-vis des populations algériennes. Ils ont eu le feu vert notamment pour torturer et exécuter leurs milliers de prisonniers. Si Mitterrand a aboli la peine de mort en 1981, il avait auparavant envoyé à la guillotine 45 militants algériens, ne donnant un avis favorable à la grâce qu'à 7 d'entre eux – et à Fernand Iveton, militant du PC algérien et soutien du FLN.

Le Parti a pour sa part préconisé le maintien de l'Algérie dans l'Union française et « une alliance étroite [de ses populations] avec le peuple de France contre l'ennemi commun, le fascisme ». Il a continué de chercher à rassembler contre l'impérialisme américain tous ceux qui n'acceptaient pas de voir la France « réduite au rang de puissance secondaire », et il ne s'est prononcé pour l'indépendance de l'Algérie qu'en 1957. Il considérait en effet avec méfiance la révolte des peuples colonisés : d'une part, elle ouvrait un nouveau champ d'action aux entreprises américaines ; d'autre part, elle nuisait à l'alliance qu'il s'efforçait de conclure avec les éléments nationalistes de la bourgeoisie française (16).

Mais, tout en se présentant comme un modèle républicain émancipateur, héritier de 1789, du « Front popu » et du Conseil national de la Résistance, le PC assurait un soutien indéfectible à Staline et aux dirigeants successifs des « démocraties populaires », qui tenaient par la coercition leurs populations sous leur coupe. L'entrée des chars soviétiques à Budapest en 1956 et la « normalisation » de la Tchécoslovaquie, après le « printemps de Prague » de 1968, ne l'ont ainsi pas fait broncher. Enfin il a refusé d'« authentifier » le rapport par lequel Nikita Khrouchtchev, nouveau dirigeant soviétique, a déboulonné Staline le 25 février 1956.

Ce rapport qu'il a lu à huis clos au 20^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique prônait la coexistence pacifique et dénonçait le culte de la personnalité. Cependant, la propre « déstalinisation » du PCF n'est apparue que lorsque son comité central a rendu publique, le 6 juillet de la même année, une phrase de « Monsieur K » concernant la Seconde Guerre mondiale : « Ce n'est pas Staline, mais bien le Parti tout entier, le gouvernement soviétique, notre héroïque armée, ses chefs talentueux et ses braves soldats, la nation soviétique tout entière qui ont remporté la victoire dans la guerre patriotique. »

L'intelligentsia « de gauche » française n'a quant à elle commencé à « découvrir » les horreurs du régime stalinien (ou soviétique) qu'à partir des années 1970.

14. En mai 1958, il s'est cependant rallié à de Gaulle et lui a voté les pleins pouvoirs.

15. Jacques Duclos, dirigeant du PC, a justifié son vote en prétendant que ces pleins pouvoirs avaient été demandés pour « aboutir rapidement à la paix et pour contraindre, si besoin [était], les grands possédants d'Algérie à renoncer à leurs privilèges ».

16. La Fédération française du FLN lui a reproché sa position, le 15 février 1958, dans un document intitulé *Le PCF et la Révolution algérienne*.

Le dérèglement climatique, avec ses multiples conséquences sur les végétaux, les animaux et les humains, produit une terrible angoisse collective qui est entretenue par les médias et les réseaux sociaux, et aggravée par la pandémie en cours. Pour que demain soit mieux, et non pas juste « moins pire » qu'aujourd'hui, il faut donc combattre le catastrophisme écologique : jeter la mondialisation capitaliste aux poubelles de l'Histoire pour réaffirmer la nécessité d'une révolution sociale implique d'avoir à l'esprit une « utopie positive » et attractive.

Tel n'est évidemment pas le projet de la gauche : n'étant pas anticapitaliste, elle se contente de conseiller la modération et l'ascèse comme remèdes à la « crise climatique » dans un système inchangé.

Réexaminons la composition des classes populaires

Toujours parce qu'elle n'est pas anticapitaliste, la gauche nous a vendu dès les années 1980, par le biais de ses intellectuel-le-s et de ses journalistes, l'idée que la classe ouvrière était en voie d'extinction, et que ses membres ne pouvaient désormais plus améliorer leur sort ou celui de leurs enfants qu'en recherchant une ascension sociale. Pendant qu'elle opérait la restructuration industrielle de la France, elle a vanté les « classes moyennes » comme étant l'élément de stabilité nécessaire aux sociétés modernes pour bénéficier pleinement de la fameuse mondialisation des échanges qui avait fait de la planète un village. Une fraction du prolétariat y a cru et a joué au jeu du « plus méritant » afin d'intégrer ces classes, mais elle n'a pas tardé à découvrir la fragilité de leur niveau inférieur.

Contrairement aux pronostics, l'ensemble ouvriers/employés est quant à lui demeuré majoritaire : aujourd'hui, selon l'Insee, près d'un actif sur deux occupe en France un poste d'ouvrier (8 sur 10 sont des hommes) ou d'employé (3 sur 4 sont des femmes).

Or, en 2018, les gilets jaunes ont non seulement remis la question sociale sur le devant de la scène, mais aussi démontré la possibilité d'une lutte conjointe des « prolos » et des dites « classes moyennes inférieures ».

Cette mobilisation ne ressemblait guère à celles des syndicats. Elle avait surgi de façon spontanée et imprévisible (sauf peut-être pour qui fréquentait certains réseaux sociaux). On y rencontrait beaucoup de personnes peu politisées (dont pas mal de « primo-manifestantes ») et peu diplômées (10), vivant dans des zones rurales ou périurbaines, et n'ayant guère été confrontées auparavant à la répression policière ou judiciaire. Il y avait là une forte présence des employés et des ouvriers (salarié-e-s de l'aide à domicile ou de petites entreprises, caissières, intérimaires, « auto-entrepreneurs »...), ainsi que des chômeurs et des retraités. Les femmes y étaient plus nombreuses que dans d'autres luttes, et très actives : elles participaient aux actions,

10. Le BEP et le CAP étaient les diplômes les plus fréquents (35 %) ; il y en avait moins du supérieur que dans le reste de la population (20 %).

service public » à l'Etat comme si celui-ci était un agent neutre par rapport au capitalisme. Les campagnes antifascistes ont pour finalité d'éliminer le « fascisme » en barrant la route de la présidence à Le Pen ou Zemmour, comme si les idées racistes et sécuritaires ne se diffusaient dans la société que par leurs éruptions. Lutter contre implique surtout d'être concrètement solidaire des combats menés par tous les sans-papiers, immigré-e-s et réfugié-e-s – pas seulement les Ukrainien-ne-s –, ainsi que de s'opposer aux technologies et aux mesures de contrôle social mises en place par les gouvernants de tous bords. Et lutter contre un ordre « démocratique » cadré de façon que rien ne déborde implique de renouer avec d'autres modes d'action que ces parades syndicales urbaines où défilent sagement les chapelles « de gauche », avec leurs signes de reconnaissance respectifs.

Le mot « capitalisme », banni de la vie publique dans les années 1980, n'a pas tardé à y resurgir – en particulier dans les manifestations –, mais la critique qui en est faite demeure floue. Trop souvent, il semble choquer davantage par son saccage de la planète que par son exploitation de la force de travail. Son rapport intrinsèque à l'industrie est peu interrogé ; la domination de la technologie, que sa logique même entraîne, n'est pas remise en question...

De plus, divers éléments freinent la constitution d'une force contestataire conséquente et solidaire, à l'échelle nationale et plus encore internationale :

- l'hétérogénéité des « classes populaires ». Si le prolétariat « traditionnel » des bastions ouvriers a disparu en tant que figure centrale de la lutte des classes, il existe toujours bel et bien, et de nouvelles catégories de laissés-pour-compte sont apparues, mais sans que s'opère de jonction entre les deux. La séparation entre les prolétaires des secteurs et zones géographiques où les syndicats sont présents et ceux des secteurs et zones sans présence syndicale est par exemple flagrante ;

- la distinction, entretenue par les tenants du système, entre les « classes moyennes inférieures » et les « classes populaires ». Les classes moyennes sont un ensemble composite qui varie selon les époques et les pays, mais dont le niveau inférieur (infirmiers, maîtres des écoles, techniciens, fonctionnaires de catégorie B...) diffère de plus en plus nettement en France du niveau supérieur (cadres, ingénieurs, professions intellectuelles supérieures...) en matière de rémunération et de sécurité de l'emploi ;

- la lutte contre les discriminations de « race » ou de genre quand elle met – comme trop souvent – au second plan le critère de classe, alors que la fin des oppressions et de l'exploitation implique toujours de s'attaquer au système capitaliste et patriarcal ;

- la division du travail à l'échelle mondiale, qui a rendu difficilement imaginable et crédible le projet de sociétés sans classes et sans Etat – faisant entre autres perdre de vue les idées d'autogestion ou de fédéralisme.

Enfin, les visions apocalyptiques du futur sont un obstacle au désir de révolution, car celui-ci va de pair avec la notion de plaisir. Michaël Foessel a raison d'insister sur l'importance politique de ce sentiment concernant les mouvements sociaux – et de rappeler notamment que, sur les ronds-points occupés par les gilets jaunes, les barbecues ont créé une convivialité et une communauté de lutte (9).

• Mai 68

Le mouvement étudiant qui est apparu en 1968 dans de nombreux pays contestait l'Université, la rigidité des mœurs, la sélection sociale... et la guerre du Vietnam. Cependant, en France, la classe ouvrière s'y est très vite jointe à travers les occupations d'usine, et la grève est devenue générale (avec 7 millions de grévistes déclaré-e-s).

Cette contestation à la fois de l'autorité et du travail a surgi spontanément dans les entreprises ; mais le pouvoir gaulliste a trouvé des interlocuteurs dans les syndicats et les partis de gauche. D'abord obligés de suivre le mouvement pour ne pas être débordés, ils ont favorisé le retour à la « paix sociale » et à la vie politique institutionnelle.

Les syndicats ont en effet posé des revendications professionnelles et salariales, et obtenu par les « accords de Grenelle », le 27 mai, une augmentation de 10 % des salaires et une revalorisation de 35 % du salaire de base (SMIG) – ainsi que la création des sections syndicales d'entreprise. Mais quand Georges Ségué, secrétaire de la CGT, a fait voter à Renault-Billancourt l'acceptation de ce texte (qui n'a jamais été paraphé par ses négociateurs), sa base l'a rejeté. La grève a continué par endroits – jusqu'à la mi-juin à Renault-Flins et Peugeot-Sochaux.

Les partis de gauche ont envisagé des solutions politiques classiques pour tirer profit de la contestation – gouvernement provisoire, élection présidentielle et législatives anticipées –, mais sans parvenir à s'entendre. Aussi, après que de Gaulle a dissous l'Assemblée nationale, c'est son propre parti, l'UDR, qui a triomphé aux législatives suivantes.

Enfin, le courant socialiste du PSU (le Parti socialiste unifié de Michel Rocard [17]) et de la CFDT a récupéré la thématique libertaire de l'autogestion en proposant un programme de réformes sociales et démocratiques... dans le cadre de la société capitaliste.

Comme une suite logique, l'histoire récente...

A partir des années 1930, les deux formations dominantes de la gauche ont ainsi remplacé l'anticolonialisme et l'internationalisme par l'antifascisme et le nationalisme. Dès le Front populaire, le PS et le PC ont estimé que l'ennemi principal était le fascisme, et le sujet politique principal, le peuple français. La lutte antifasciste s'est accompagnée d'un fort patriotisme républicain, tandis que l'anticolonialisme, perçu comme susceptible d'affaiblir la France, était abandonné et que la révolution était sacrifiée sur l'autel du réformisme. Les Présidents « socialistes » Mitterrand et Hollande ont ensuite maintenu (de même que leurs homologues de droite depuis de Gaulle) l'impérialisme français en Françafrique à coups d'opérations militaires, officielles ou non, par exemple en Centrafrique et au Mali.

Les anarchistes ont quant à eux été, pour la plupart, « protégés » du nationalisme et du bellicisme par leur antipatriotisme et leur antimilitarisme, et leur internationalisme les a poussés à la solidarité envers les acteurs et actrices des Révolutions russe ou espagnole. En revanche, la question coloniale les préoccupant peu (18), le projet anarchiste ne s'est presque pas diffusé dans les pays du tiers-monde, comparé au projet marxiste. L'attitude à avoir par rapport aux luttes de libération nationale les a divisés – une fraction critiquant les fronts interclassistes et ne voulant pas les soutenir au motif qu'ils débouchent sur la construction d'un nouvel Etat par une bourgeoisie nationale ; une autre militant aux côtés des colonisés-e-s au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la solidarité internationaliste. Enfin, le rejet de l'extrême droite a produit dans la jeunesse anarchiste, au milieu des années 1980, l'« antifascisme radical » des SCALP (Sections carrément anti-Le Pen).

La montée du Front national à cette époque est, on le sait, en partie due à Mitterrand : avide d'un second mandat présidentiel, il a utilisé en 1985 la formation de Jean-Marie Le Pen pour semer le trouble dans la droite.

L'« homme à la rose » avait sorti le PS des cendres de la SFIO au congrès d'Epinais de 1971 ; il avait réussi à unir temporairement communistes, socialistes et radicaux par leur Programme commun de 1972, et à inverser le rapport de force entre le PC et le PS en 1976. Devenu président de la République en 1981, il avait fait passer quelques mesures du Programme, comme la nationalisation de banques et d'entreprises, les 39 heures ou la retraite à 60 ans ; mais, dès 1983, il avait organisé le « tournant de la rigueur » – et les bastions ouvriers avaient disparu au rythme de la désindustrialisation française et des délocalisations, tandis que le chômage et la précarité explosaient (19), entraînant une grosse désillusion dans le « bon peuple de gauche ».

En 1985, la cote de Mitterrand était au plus bas et les quatre ministres communistes avaient quitté le gouvernement, alors il a usé de deux tactiques : il a appelé au « pluralisme dans les médias » quand Le Pen s'est plaint de ne pas passer dans les émissions politiques de la télévision ; il a introduit le scrutin proportionnel pour les législatives de 1986 – et le FN est entré au Parlement avec 35 députés.

La diabolisation de l'extrême droite a ensuite été constamment utilisée à l'approche des présidentielles par les partis institutionnels, de gauche comme de droite, mais aussi par des organisations d'extrême gauche, pour faire élire le candidat de la « démocratie » contre la « barbarie ».

Les manœuvres de Mitterrand n'ont toutefois pas réussi à empêcher sa première cohabitation avec la droite : Jacques Chirac a été son Premier ministre en 1986.

Aux législatives de 1997, la victoire de la « gauche plurielle » – alliance tissée par le PS avec le PC, le Parti radical de gauche, Les Verts et le Mouvement des citoyens – a entraîné la configuration inverse de l'Etat : le socialiste Lionel Jospin a dirigé un gou-

vernement peu clivantes, et en posant l'anarchisme comme une option politique parmi les autres (5).

L'historien libertaire Gaetano Manfredonia, qui a été un « conseiller historique » de ce documentaire, estime que socialistes, communistes et anarchistes partagent l'héritage des Lumières et de la Révolution française et sont unis depuis un siècle par un ennemi commun – la réaction (6). Mais, s'il est vrai que ces trois courants se positionnent contre l'extrême droite, les campagnes antifascistes à la veille des élections servent les socialistes et les communistes, pas les anarchistes – en principe –, puisqu'elles ont pour dessein le sauvetage des institutions parlementaires. Pareil constat devrait dissuader les anarchistes d'y prendre part, en appelant à voter jusqu'à un Macron qui affiche un programme clairement dans le prolongement du précédent : relèvement du départ à la retraite, mise au travail des chômeurs, etc. Cependant, le brouillage politique effectué depuis quarante ans par la propagande capitaliste et les théories postmodernes est tel que la « dérive » de la gauche sur le terrain de la droite et celle des révolutionnaires sur le terrain des réformistes sont couramment acceptées comme la conséquence logique d'une « modernité » impliquant l'abandon de tout projet révolutionnaire.

Le PS au pouvoir a fait dès 1983 l'éloge de l'entreprise et s'est montré très conciliant avec le patronat, acceptant ses mesures d'austérité et neutralisant les syndicats qui, sous un gouvernement de droite, auraient sans doute réagi. On a connu ensuite des alternances ou des cohabitations droite-gauche, et maintenant l'« extrême centre » de Macron. Comme le constate Serge Halimi (7), c'est en inscrivant ses pas dans ceux de Hollande et de Sarkozy que ce « centriste » a unifié leurs électors dans son bloc élitiste. A présent, si l'on considère que l'électorat de Marine Le Pen ne s'identifie ni à la gauche ni à la droite, le clivage censé structurer la vie politique française ne paraît plus guère compter, partiellement, que pour celui de Mélenchon. Par ailleurs, Macron a beau s'être présenté en 2017 comme « ni de droite ni de gauche » et appeler maintenant à l'unité nationale, il restera sans doute dans beaucoup de mémoires comme le « Président des riches » quelles que soient ses largesses préélectorales – et les « gens de gauche » continueront de l'associer à la droite...

En ce qui concerne l'extrême gauche et les anarchistes, leurs créneaux spécifiques se réduisent de nos jours à revendiquer l'ouverture des frontières et à contester les programmes sécuritaires des gouvernants – étant donné que, à l'instar de la gauche, ils respectent par ailleurs le « calendrier social » fixé par les syndicats (8) et pratiquent un antifascisme électoral. On les dit « à la gauche de la gauche » quand ils sont plutôt à sa traîne ; et, tant que cela reste le cas, ils n'ont rien de bien subversif à proposer. Les « journées d'action » impulsées par les grandes centrales, soit contre les attaques portées aux conquêtes sociales (Sécurité sociale, code du travail, régimes de retraite), soit contre la casse des secteurs de la santé et de l'éducation, visent à réclamer un « vrai

18. Voir *Aux origines des tiers-mondismes – Colonisés et anticolonialistes en France (1919-1939)*, de Claude Liauzu, paru à L'Harmattan en 1982.

19. De 1980 à 1989, l'externalisation de certaines activités a réduit la part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total en France de 22,1% à 17,8 %. L'industrie a perdu 36 % de ses effectifs entre 1980 et 2007.

5. Voir, sur le site des Fleurs arctiques, la critique qui en a été faite.

6. *Histoire des gauches en France*, La Découverte, 2005.

7. « Le triomphe du cynisme », *Le Monde diplomatique* de mai 2022.

8. L'« ultragauche » agit de même... pour mettre un peu d'animation dans leurs manifestations.

égard afin de les faire tenir tranquilles. Ce sont les classes supérieures et les diplômés qui définissent ses priorités stratégiques et sa « communication (2) » ; aussi son électorat comprend-il une bonne part des cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprise qui constituent les 20 % de la population active dont Pécresse et Macron se disputaient les voix au premier tour de la récente présidentielle.

Cessons... d'être réformistes

A partir de ces constats, on perçoit mal pourquoi d'aucuns s'acharnent à ranger les anarchistes dans la gauche – sauf à vouloir adoucir leur image en les faisant entrer dans une famille « respectable » (pour pouvoir éventuellement s'en revendiquer sans paraître déraisonnable ou ringard ?). D'après Jacques Julliard, ils en constituent ainsi une des quatre tendances (3), qu'il appelle « libertaire » – les autres étant respectivement nommées « collectiviste » (comme Lutte ouvrière), « jacobine » (La France insoumise, le PCF) et « libérale » (le PS). Les membres de cette tendance se caractérisent selon lui par leur respect de l'individu et par leur ligne antiétatiste, antimilitariste, autogestionnaire et critique de la notion de progrès – et il les rattache historiquement aux luttes d'émancipation et contre l'enfermement des années 1970.

En réalité, l'étiquette « libertaire » que se sont attribués à cette période nombre de contestataires découlait souvent de la critique des organisations (y compris anarchistes) et du militantisme qui avait été faite en Mai 68 : elle correspondait au désir de paraître moins dogmatique ou rigide que certains militant-e-s encartés. Les multiples mobilisations sociales d'alors portaient sur des thématiques très variées (féminisme, homosexualité, antinucléaire, pédagogie alternative, antimilitarisme, prisons, hôpitaux psychiatriques, etc.), mais avaient en commun une dimension antiautoritaire – elles rejetaient tout ou partie de l'organisation capitaliste et patriarcale. De plus, la démarche collective de leurs acteurs et actrices était à l'opposé de l'individualisme qui a prédominé dans les années 1980, sous l'effet conjugué de la récupération démagogique opérée par le PS concernant Mai 68, de la mondialisation capitaliste et d'un postmodernisme hostile à tout « grand récit » (4). Donner une vision réductrice du mot « libertaire » en l'utilisant pour qualifier un esprit, un mode de vie ou une sexualité a néanmoins contribué à associer les anarchistes à la gauche.

Le documentaire *Ni Dieu ni maître – Une histoire de l'anarchisme*, réalisé en 2013 par Tancrède Ramonet et diffusé sur Arte en 2017, a participé de cette démarche en présentant une version « acceptable » de l'anarchisme, avec de grandes figures posi-

2. Si le PC a perdu ses célèbres compagnons de route (Breton, Aragon, Eluard, Montand, etc.), le PS conserve une certaine influence sur les chaînes de radio et de télévision nationales.

3. *Les Gauches françaises*, Flammarion, 2012.

4. On peut estimer que les anarchistes individualistes ont un lien avec la gauche... du fait de leur individualisme, mais aussi de leur démarche ascétique. Il est cependant ténu, étant donné que la gauche veut un Etat et mise sur lui comme agent de changement et de sécurité.

vernement (incluant trois ou quatre ministres communistes, selon les périodes) sous la présidence de Chirac jusqu'à la fin de son mandat en 2002.

Cette « gauche plurielle » a privilégié le « sociétal » (PACS, parité, congé paternité) par rapport au social, et la lutte contre les discriminations a pris de plus en plus de place dans ses thématiques – tout comme dans celles d'une partie de l'extrême gauche et des anarchistes (chez les individualistes mais aussi dans le courant « lutte de classe »). Jouant sur l'émotion ou l'indignation, elle a dénoncé la « maltraitance sociale » et appelé à la « bienveillance », l'« écoute », la « protection », l'« accompagnement », le *care* pour permettre une vie « digne ». Dans le même temps, elle a employé des méthodes de gouvernance toujours plus autoritaires et antidémocratiques en renforçant les appareils répressifs d'Etat par tout un arsenal sécuritaire. Décrets-lois et ordonnances ont aggravé le contrôle social en contournant le Parlement, permis de nouvelles mesures contre les immigré-e-s ainsi que l'interdiction et la répression des manifestations (arrestations préventives et arbitraires, jugement expéditif de manifestants, recours croissant aux peines de prison), rendu de plus en plus fréquent le licenciement de grévistes, réduit l'action syndicale dans les entreprises, etc.

Sous la présidence de Hollande (2012-2017), l'orientation n'a pas changé : le PS a fait passer le mariage et le droit à l'adoption des couples homosexuels en 2013, mais il a officiellement abandonné en 2015 le droit de vote aux immigré-e-s promis par Mitterrand en 1981, et il a réprimé partout les ZAD (« zones à défendre ») – Rémi Fraisse a ainsi été tué par un gendarme, en 2014, dans une manifestation contre le barrage de Sivens, dans le Tarn. Enfin, c'est une fraction non négligeable de son électorat que la gauche au pouvoir a nassée et gazée en 2016 lors des manifestations contre la « loi travail » et de Nuit debout.

Depuis belle lurette, le PS ne parle plus de lutte des classes ni de justice sociale, et pas davantage d'exploitation ou d'égalité. Tourné vers les classes moyennes et supérieures, il a mis en avant la nation plutôt que la classe comme élément constitutif de l'appartenance et de l'identité, en valorisant la Révolution française et la citoyenneté et en prônant le « consensus social ».

Et le PC l'a laissé mener la danse, quand il a obtenu des strapontins dans ses gouvernements, en raison de son propre chauvinisme... et surtout parce que l'implosion de l'URSS en 1991 avait accentué son propre déclin (20).

La disparition du système soviétique a malheureusement eu aussi une cruelle conséquence pour la troisième composante du mouvement ouvrier historique qu'avaient représentée les anarchistes : la propagande du « libéralisme » a mis à profit la faillite du « communisme » pour inciter à rejeter tout autre projet révolutionnaire – et les anarchistes en ont, comme l'extrême gauche, fait les frais.

20. Avec 2,28 % des voix au premier tour de la dernière présidentielle, il a amorcé une « remontée »...

Quelques pistes pour un désenlisement révolutionnaire ?

Dans les années 1980, la gauche au pouvoir a apporté sa contribution à la propagande du système capitaliste et patriarcal : elle a proclamé la mort du prolétariat tout en vantant la promotion sociale que pouvait constituer l'accession aux « classes moyennes » de ses enfants les plus méritants (1). Le mouvement des gilets jaunes puis la pandémie ont mis à nu la réalité d'une « moyennisation » qui se délitait et celle de prolétaires indispensables au fonctionnement de la société mais invisibles. Que sont donc de nos jours les « classes populaires » et les nouveaux terrains de la contestation sociale ?

La gauche est souvent associée à la défense de certaines valeurs ou références – égalité, progrès, fraternité, solidarité, justice sociale, laïcité... Selon les époques, on les lui attribue ou elle s'en réclame, en mettant l'accent sur telle ou telle – hier la citoyenneté, aujourd'hui la « démocratie » contre le « fascisme ». Le bilan des gouvernements qu'elle a conduits prouve cependant que l'identité nationale, la sécurité, le militarisme ou le colonialisme ne sont pas l'apanage de la droite comme on le dit couramment – voir par exemple le massacre d'Ouvéa décidé en 1988 par Mitterrand, les lois sécuritaires ou l'évacuation de la « jungle » de Calais sous la présidence de Hollande en 2016. Alors, des valeurs telles que l'antiracisme ou l'entraide ne sont-elles pas juste la marque d'un certain humanisme ?

Aujourd'hui, la gauche est déliquescence – et c'est tant mieux étant donné la politique qu'elle a menée chaque fois qu'elle a accédé au gouvernement. Toujours plus proche du Parti démocrate américain, le Parti socialiste français n'a pas plus de base militante qu'il n'est un parti ouvrier (contrairement au PC dans son histoire) ; son rôle est de défendre les intérêts de la classe dominante en amortissant les mouvements sociaux qui menacent la domination du capital (comme l'a fait Roosevelt avec le New Deal en 1933). Depuis des lustres, il ne se préoccupe plus des classes populaires que pour leur donner des leçons de morale et user de pédagogie ou de coercition à leur

1. En littérature, voir par exemple le récit d'Annie Ernaux *La Place* (Gallimard, 1983) ou, plus tard, le roman d'Aurore Filippetti *Les Derniers Jours de la classe ouvrière* (Stock, 2003).